Relations RELOTIONS

Un FSM à l'épicentre du printemps arabe

Raphaël Canet

Numéro 765, juin 2013

URI: https://id.erudit.org/iderudit/69298ac

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé) 1929-3097 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Canet, R. (2013). Un FSM à l'épicentre du printemps arabe. *Relations*, (765), 7–8.

Tous droits réservés © Relations, 2013

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/





préoccupant encore, plusieurs femmes ont témoigné qu'elles avaient été contraintes d'offrir des faveurs sexuelles pour éviter d'être évincées d'un logement, sachant très bien qu'elles ne trouveraient pas d'autre lieu où aller vivre.»

Bien d'autres problèmes sont relevés dans Urgence en la demeure : coût élevé du logement obligeant les personnes et les familles à couper dans leurs autres besoins essentiels ou à risquer d'être évincées par la Régie du logement pour non-paiement de loyer; appartements dangereux pour la santé et la sécurité des personnes; discrimination au moment de la location des logements; harcèlement, intimidation, violences à l'endroit de locataires plus vulnérables; inaccessibilité physique des logements pour les personnes ayant des limitations fonctionnelles, etc. Le rapport s'inquiète également de la faible utilisation, par les locataires, des recours dont ils disposent à la Régie du logement ou à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse du Québec, de même que de leur méconnaissance des programmes gouvernementaux d'aide aux locataires – notamment le programme d'allocation-logement. Pour la Commission populaire, cet état des choses signifie en pratique une absence de droits.

Le rapport *Urgence en la demeure* se termine par une série de recommandations visant à assurer le respect du droit au logement, incluant la reconnaissance explicite de ce droit dans la Charte québécoise des droits et libertés, l'adoption d'une politique québécoise d'habitation ainsi qu'un

accroissement de la part du logement social dans l'ensemble des logements

Il y a dans ce rapport matière à réflexion, discussion et action. Le FRA-PRU s'assurera d'en tirer le maximum en animant des discussions et des débats au cours d'une nouvelle tournée qui, d'avril à novembre 2013, le mènera aux quatre coins du Québec. Il en profitera pour diffuser le documentaire Au pied du mur, réalisé par les cinéastes Aude Leroux-Lévesque et Sébastien Rist, à partir des travaux de la Commission. Pour consulter le rapport: <commissionpopulairefrapru. org>.

L'audience de la Commission populaire itinérante sur le droit au logement à Gaspé. Photo: Réal Michaud

Un FSM à l'épicentre du printemps arabe

Le Forum social mondial de Tunis a permis aux Tunisiens de remettre les revendications du printemps arabe au centre de l'attention.

RAPHAËL CANET

e 10e Forum social mondial (FSM) s'est déroulé à Tunis, en Tunisie, du 26 au 30 mars dernier. Il a rassemblé 60 000 personnes qui ont participé aux assemblées et à quelque 1000 ateliers tenus à l'Université El Manar, ainsi qu'à deux grandes marches organisées dans les principales avenues de la capitale tunisienne.

Tenir l'édition 2013 du FSM en Tunisie, un pays en plein processus révolutionnaire, constituait un défi de taille - relevé de manière assez exceptionnelle - pour les organisateurs locaux comme pour la mouvance altermondialiste. Cela confrontait directement le Forum à la question de son utilité politique. À cet égard, politiquement, l'événement a été une réussite sous trois aspects.

Premièrement, ce FSM a remis la révolution tunisienne sous les projecteurs. Des militants et des représentants de médias alternatifs du monde entier étaient sur place afin de rendre compte et d'apprendre des processus de transformation en cours. Ainsi, les Tunisiens et Tunisiennes ont pu faire connaître mondialement leurs luttes et leurs aspirations, sans passer par le filtre réducteur des médias de masse.

L'auteur est professeur à l'École de développement international et mondialisation de l'Université d'Ottawa

actuaLités





Grande manifestation du FSM 2013. Photo:

Avec leurs compatriotes d'autres pays arabes, ils ont ouvert une nouvelle phase dans la lutte contre le néolibéralisme et l'impérialisme, dans le processus de reconquête de la dignité des peuples. Les embûches sont nombreuses, notamment à cause des pressions extérieures exercées par le Fonds monétaire international et le G8 dans le cadre du Partenariat de Deauville. qui limite l'autonomie du pays. De plus, la situation intérieure du pays est très complexe avec la radicalisation de la question identitaire par les partis religieux, la violence des groupes salafistes et l'impatience de la jeunesse à vivre de réels changements... Mais il est crucial de comprendre qu'une nouvelle page de l'histoire contemporaine est en train de s'écrire sous nos veux à travers ces transitions démocratiques. Si personne ne peut en prévoir l'issue, il est possible d'en influencer positivement le cours en encourageant un dialogue ouvert entre les parties opposées.

C'est d'ailleurs le second aspect positif de ce FSM. La présence de nombreuses délégations étrangères,

dont une formée de 200 Québécoises et Québécois, a offert aux groupes et organisations de la société civile tunisienne une occasion inédite de dialogue et de convergence. Dans un climat social tendu et polarisé par les divisions politiques, le FSM per-

mettait d'échanger sur d'autres bases. Pour beaucoup, le résultat de la première élection libre en Tunisie, tenue en octobre 2011 et ayant porté au pouvoir une coalition dominée par le parti

islamiste Ennahda, qui a joué la carte identitaire et religieuse, a détourné la révolution tunisienne de son objectif premier: régler la question sociale et les inégalités économiques. Le FSM a permis de remettre ces revendications au cœur du

débat national et de tisser des alliances afin de créer les institutions et les mouvements sociaux nécessaires pour qu'aucune dictature politique, économique ou religieuse ne puisse s'installer à nouveau. Dans la phase actuelle et incertaine de transition du pays vers la démocratie, une chose est désormais acquise: la société civile tunisienne a une voix forte et il sera très difficile de la réduire au silence.

Les mouvements sociaux et politiques nés du printemps arabe sont les manifestations les plus concrètes de la capacité des peuples à se mobiliser pour provoquer le changement. Si la lutte du peuple tunisien pour son émancipation et contre l'oligarchie a inspiré des mobilisations à travers le monde, notamment les mouvements des Indignés et *Occupy* qui ont fleuri depuis 2011, c'est que beaucoup pouvaient voir des similitudes dans les formes d'oppression. La troisième réussite de ce FSM est d'avoir permis de mieux les comprendre et de réaffirmer que c'est un chapitre de la ré-

volution mondiale des peuples contre les oligarchies et la nouvelle pensée unique de l'austérité qui se joue au cœur du printemps arabe.

Les conséquences économiques et sociales des politiques d'austérité qui s'imposent dans de nombreux

pays depuis la crise financière de 2007-2008 sont les illustrations les plus convaincantes de la signification du néolibéralisme, que les altermondialistes font connaître et combattent depuis les années 1990. Aussi dramatiques soient-elles, il est impératif d'en faire un moteur de mobilisation. Le prochain défi du FSM se trouve peut-être dans le renforcement, cette fois, de la société civile au Nord. Dans cette perspective, pourquoi ne pas accueillir le FSM 2015 au Québec? Le printemps arabe peut encore féconder notre printemps érable.

